

**Épalinges**  
Commune

## **Préavis au Conseil communal**

---

Arrêté communal d'imposition pour l'année 2026

---

### **Service des finances**

M. le Syndic Alain Monod

Préavis n° 17/2025 adopté par la Municipalité le 21.07.2025



**Table des matières**

|           |                                                                                                                          |               |
|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| <b>1</b>  | <b>Arrêté communal d'imposition 2026.....</b>                                                                            | <b>- 3 -</b>  |
| <b>2</b>  | <b>Préambule.....</b>                                                                                                    | <b>- 3 -</b>  |
| <b>3</b>  | <b>Bases légales et mode de fonctionnement.....</b>                                                                      | <b>- 3 -</b>  |
| <b>4</b>  | <b>Prévisions conjoncturelles.....</b>                                                                                   | <b>- 5 -</b>  |
| 4.1       | Risques conjoncturels.....                                                                                               | - 6 -         |
| <b>5</b>  | <b>Dépenses.....</b>                                                                                                     | <b>- 6 -</b>  |
| 5.1       | Dépenses de fonctionnement.....                                                                                          | - 6 -         |
| 5.2       | Péréquation intercommunale, participation à la cohésion sociale et facture policière.....                                | - 7 -         |
| 5.3       | Investissements en cours et futurs, dettes et intérêts passifs.....                                                      | - 10 -        |
| <b>6</b>  | <b>Revenus .....</b>                                                                                                     | <b>- 16 -</b> |
| 6.1       | Revenus par nature .....                                                                                                 | - 16 -        |
| 6.2       | Evolution de nos recettes fiscales liées au taux.....                                                                    | - 16 -        |
| 6.3       | Évolution des taux d'imposition dans la région lausannoise.....                                                          | - 17 -        |
| 6.4       | Autofinancement .....                                                                                                    | - 18 -        |
| 6.5       | Comparaison des grands indicateurs financiers des Communes du district de Lausanne et Communes de taille semblable ..... | - 19 -        |
| <b>7</b>  | <b>Analyse de la situation .....</b>                                                                                     | <b>- 21 -</b> |
| <b>8</b>  | <b>Proposition municipale.....</b>                                                                                       | <b>- 21 -</b> |
| <b>9</b>  | <b>Arrêté communal d'imposition .....</b>                                                                                | <b>- 21 -</b> |
| <b>10</b> | <b>Conclusion.....</b>                                                                                                   | <b>- 22 -</b> |

## 1 Arrêté communal d'imposition 2026

L'arrêté communal d'imposition fixant le coefficient d'impôt communal à 64.5% pour les années 2024 et 2025, adopté par le Conseil communal le 19 septembre 2023, arrivera à échéance le 31 décembre prochain. Le but du présent préavis est de fixer un coefficient pour l'année 2026 qui est une année transitoire pour la législature 2026-2031. Il reviendra aux Municipales et Municipaux élu(e)s en 2026 de faire une proposition de nouveau coefficient au Conseil communal pour une ou plusieurs années à partir de 2027.

## 2 Préambule

Comme c'est le cas depuis de nombreuses années, la Municipalité recherche toujours les meilleurs moyens pour atteindre un équilibre budgétaire, ainsi que la plus grande stabilité possible du taux d'imposition communal.

Le présent préavis se fonde sur le budget 2025, déficitaire de CHF 320'256.- malgré le recours prévisionnel à différents fonds de réserves pour un montant net de CHF 7'071'634.-. Ces fonds de réserves ont été alimentés par les résultats positifs des exercices comptables précédents. Il est tout de même important de préciser que toute prévision est basée sur des faits connus et non-connus au moment de son élaboration, et que ceci ne signifie pas que c'est le résultat qui sera atteint au moment des boucllements des comptes. Des facteurs imprévisibles positifs comme la baisse des taux par la Banque Nationale Suisse (positive pour une Commune comme Épalinges qui est plutôt emprunteuse), ou négatifs comme c'est le cas actuellement avec la continuité de la guerre en Ukraine, ou des attaques en Iran, en Palestine et en Israël, les décisions du nouveau président aux États-Unis peuvent avoir des effets sur ces prévisions.

Aussi, la Commune n'a pas une emprise sur des factures cantonales telles que la péréquation intercommunale, la participation à la cohésion sociale et la facture policière qui pourtant représentent près de 24% de nos revenus totaux (hors prélèvement sur des fonds de réserves et imputations internes).

C'est donc une nouvelle fois en l'absence de chiffres précis et ces incertitudes que le taux d'imposition communal de l'année prochaine doit être fixé.

Pour ces raisons, et en tenant compte des résultats des derniers exercices comptables, la Municipalité vous propose d'adopter un arrêté communal d'imposition valable pour **l'année 2026 au taux de 64.5%. Ce taux entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

## 3 Bases légales et mode de fonctionnement

En vertu de l'article 33 de la loi sur les impôts communaux (LCom) du 5 décembre 1956, les arrêtés d'imposition dont la validité ne peut excéder 5 ans doivent être soumis à l'approbation du Département en charge des relations avec les Communes après avoir été adoptés par les Conseils généraux ou communaux. La publication dans la Feuille des avis officiels (FAO) a lieu annuellement au début du mois de décembre.

Le délai légal pour soumettre cet arrêté à l'approbation du Département en charge des relations avec les Communes est **fixé au 30 octobre** de l'année précédant son entrée en vigueur.

L'article 6 de la LCom précise que l'impôt communal se perçoit en pour-cent de l'impôt cantonal de base.

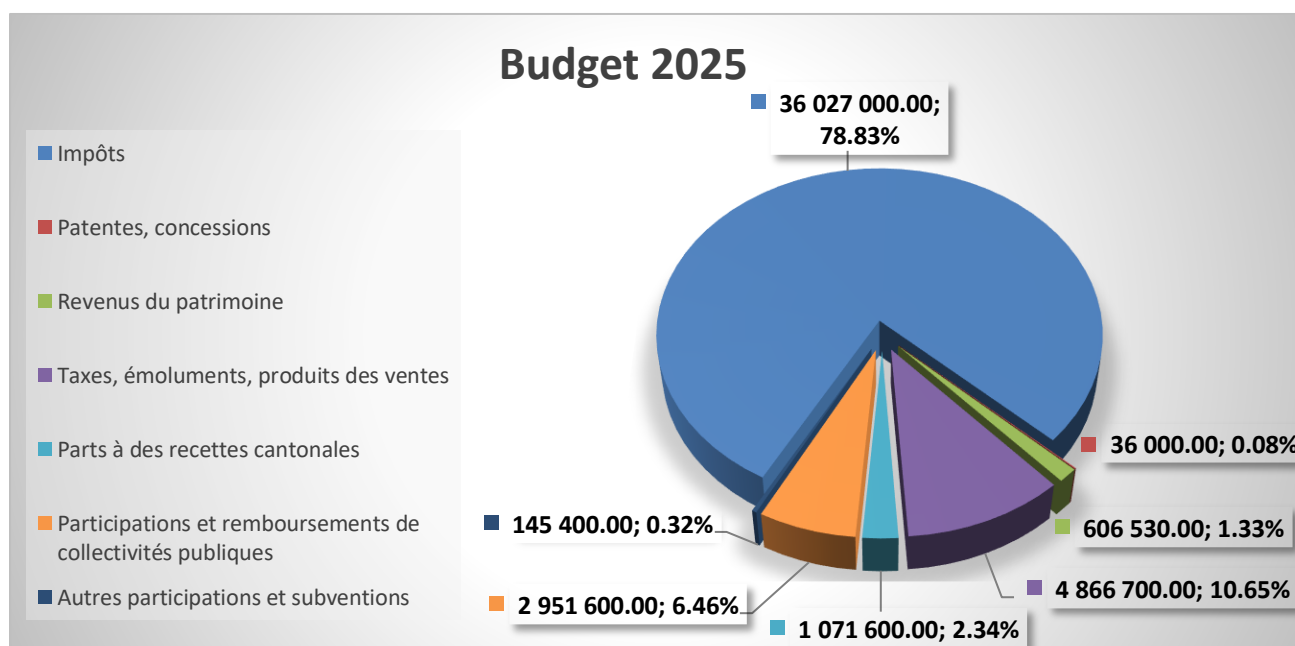
Celui-ci doit être le même pour :

- l'impôt sur le revenu et sur la fortune des personnes physiques, ainsi que l'impôt spécial dû par les étrangers ;
- l'impôt sur le bénéfice et sur le capital des personnes morales, ainsi que l'impôt minimum sur les recettes brutes des capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.

L'arrêté d'imposition est le moyen accordé à la Municipalité pour s'assurer des rentrées financières susceptibles de couvrir le montant des charges qu'elle inscrit au budget de fonctionnement pour une année comptable, afin de libérer une marge d'autofinancement suffisante pour procéder aux amortissements obligatoires des dépenses d'investissements consenties antérieurement.

Comme pour toute institution publique, les charges de fonctionnement sont principalement couvertes par les recettes générées par les impôts, taxes, émoluments et concessions.

Ci-dessous, le détail des recettes communales par natures prévues pour le budget 2025 (total des revenus épurés, soit sans prélèvements sur les fonds et financements spéciaux, ni les imputations internes : CHF 45'704'830.-).



## 4 Prévisions conjoncturelles

Le Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles revoit à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie suisse. Le PIB, corrigé des événements sportifs, devrait progresser de 1,3% en 2025 et de 1,2% en 2026 (contre respectivement 1,4% et 1,6% selon les prévisions de mars), soit une croissance nettement inférieure à la moyenne pour les deux années. Ces prévisions se fondent sur l'hypothèse qu'il n'y aura pas de nouvelle escalade dans les conflits commerciaux internationaux. En raison de la situation très incertaine qui prévaut, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) complète les prévisions conjoncturelles du groupe d'experts par deux scénarios complémentaires.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, le PIB de la Suisse a enregistré une croissance plus forte que prévu, largement portée par le secteur tertiaire et par l'industrie chimique et pharmaceutique. Les effets d'anticipation liés à la perspective de hausse des droits de douane étatsuniens ont vraisemblablement joué un rôle à cet égard, comme on a pu l'observer en Irlande et en Allemagne. Il faut donc s'attendre à ce que l'évolution soit nettement plus timide pendant le reste de l'année.

Les droits de douane « réciproques » introduits au début du mois d'avril ont été limités à 10% jusqu'à début juillet ; plusieurs pays mènent des négociations avec les États-Unis afin de parvenir à un accord commercial. Le climat général d'incertitude sur le front économique et commercial continue de peser sur les perspectives de l'économie mondiale et, partant, sur la conjoncture suisse. Les présentes prévisions se basent sur l'hypothèse que les droits de douane internationaux resteront à leur niveau actuel et qu'il n'y aura pas de nouvelle escalade des conflits commerciaux (scénario de base).

Dans ce contexte, il faut s'attendre à ce que l'économie mondiale marque une progression un peu plus lente qu'anticipée dans les prévisions de mars 2025, avec un ralentissement des secteurs de l'industrie suisse d'exportation exposés à la conjoncture, des répercussions sur l'utilisation des capacités de production industrielle et un fléchissement des investissements, ces derniers étant également affectés par le climat d'incertitude. Après la forte croissance enregistrée en début d'année, il faut s'attendre à une correction dans le commerce extérieur.

Le groupe d'experts revoit légèrement à la baisse ses prévisions de croissance pour la Suisse en 2025 (1,3%, contre 1,4% en mars). La demande intérieure devrait toutefois continuer de stabiliser la conjoncture. L'activité de construction devrait poursuivre son redressement, à la faveur d'une forte demande et du bas niveau des taux d'intérêt. Quant aux dépenses de consommation des ménages privés, elles sont soutenues par le faible taux d'inflation : l'inflation devrait avoisiner 0,1% en moyenne en 2025 (contre 0,3% selon les prévisions de mars).

En 2026, tant les exportations que les investissements en biens d'équipement devraient afficher une croissance plus faible que prévu. Le groupe d'experts prévoit une croissance de l'économie suisse nettement inférieure à la moyenne, de 1,2% (prévisions de mars : 1,6%), avec un taux d'inflation de 0,5% (prévisions de mars : 0,6%). Ce n'est que dans le courant de l'année que la croissance mondiale devrait accélérer progressivement, soutenant ainsi l'économie d'exportation suisse.

La révision à la baisse des prévisions de croissance se reflète sur le marché de l'emploi : le taux de chômage devrait s'élever en moyenne à 2,9% en 2025, puis à 3,2% en 2026 (prévisions de mars : 2,8% pour les deux années). L'emploi devrait également connaître une progression moins forte que prévu.

## 4.1 Risques conjoncturels

Les incertitudes relatives à la politique économique et commerciale internationale et à ses incidences macroéconomiques demeurent considérables. Il se pourrait en effet que, face à une réintroduction des droits de douane « réciproques » plus élevés par les États-Unis, les partenaires commerciaux concernés réagissent par des contre-mesures. Le ralentissement de la conjoncture internationale qu'induirait un tel scénario négatif aurait de graves conséquences sur la conjoncture suisse.

À l'inverse, il se pourrait que l'économie mondiale évolue de manière plus favorable que prévu, sous l'effet d'une rapide détente des relations commerciales internationales, d'une diminution des incertitudes ou de mesures de relance budgétaires de grande ampleur, comme en Allemagne. Un tel scénario positif pourrait également entraîner à la hausse la croissance économique suisse.

Dans l'ensemble, les risques à la baisse l'emportent actuellement sur le potentiel d'accélération. Le risque de corrections sur les marchés financiers reste élevé. En outre, les risques liés à l'endettement international, les risques bilanciaux auxquels font face les institutions financières et les risques liés aux marchés immobiliers et financiers demeurent. Les risques géopolitiques subsistent aussi, en particulier en raison des conflits armés qui sévissent en Ukraine et au Proche-Orient. En cas de concrétisation de certains risques, il faudrait s'attendre à voir le franc suisse sous pression haussière.

## 5 Dépenses

### 5.1 Dépenses de fonctionnement

| EVOLUTION DES CHARGES ET REVENUS PAR DICASTERE 2025-2020 |             |            |              |            |              |            |              |            |              |            |              |            |
|----------------------------------------------------------|-------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|------------|
|                                                          | Budget 2025 |            | Comptes 2024 |            | Comptes 2023 |            | Comptes 2022 |            | Comptes 2021 |            | Comptes 2020 |            |
|                                                          | Charges     | Revenus    | Charges      | Revenus    | Charges      | Revenus    | Charges      | Revenus    | Charges      | Revenus    | Charges      | Revenus    |
| ADMINISTRATION GÉNÉRALE                                  | 11'232'040  | 314'300    | 10'530'353   | 544'202    | 10'636'186   | 867'771    | 8'815'175    | 480'873    | 8'256'990    | 343'696    | 7'676'613    | 210'471    |
| FINANCES                                                 | 6'792'900   | 44'062'890 | 18'722'209   | 49'989'190 | 16'948'102   | 48'955'879 | 17'102'992   | 48'053'622 | 17'672'778   | 47'852'381 | 17'069'074   | 46'154'982 |
| DOMAINES ET BÂTIMENTS                                    | 6'048'145   | 1'203'630  | 5'393'723    | 1'572'379  | 5'419'738    | 1'402'833  | 4'460'204    | 1'341'707  | 4'301'881    | 1'196'918  | 4'088'552    | 1'157'062  |
| TRAVAUX                                                  | 11'924'420  | 5'529'144  | 11'672'417   | 6'519'244  | 10'610'169   | 5'777'202  | 9'757'752    | 4'887'441  | 10'230'046   | 5'431'444  | 9'468'200    | 4'792'872  |
| INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES                           | 2'400'650   | 518'200    | 2'141'204    | 626'671    | 1'900'566    | 508'354    | 1'829'308    | 460'879    | 1'653'276    | 354'412    | 1'607'946    | 384'238    |
| POLICE                                                   | 3'557'600   | 382'300    | 3'163'870    | 401'721    | 3'241'200    | 393'188    | 3'234'569    | 379'367    | 3'231'648    | 393'554    | 3'228'301    | 426'492    |
| SÉCURITÉ SOCIALE                                         | 13'574'065  | 3'199'100  | 11'819'631   | 3'139'323  | 11'948'609   | 2'847'888  | 13'028'732   | 2'633'779  | 13'018'289   | 2'651'933  | 12'671'431   | 2'687'040  |
|                                                          | 55'529'820  | 55'209'564 | 63'443'407   | 62'792'730 | 60'704'571   | 60'753'114 | 58'228'732   | 58'237'669 | 58'364'909   | 58'224'339 | 55'810'116   | 55'813'158 |
| EXCEDENT DE REVENUS(+) /<br>EXCEDENT DE CHARGES(-)       | -320'256    |            | -650'677     |            | 48'544       |            | 8'936        |            | -140'570     |            | 3'042        |            |

| Charges par nature                                  | Budget 2025       | en %        | Comptes 2024      | Diff. B25/C24      | Comptes 2023      | Comptes 2022      |
|-----------------------------------------------------|-------------------|-------------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Autorités et personnel                              | 13 409 195        | 24.15%      | 11 885 492        | 1 523 703          | 11 514 586        | 11 009 001        |
| Biens, services, marchandises                       | 9 723 460         | 17.51%      | 8 572 034         | 1 151 426          | 8 378 134         | 7 044 477         |
| Intérêts passifs                                    | 1 443 070         | 2.60%       | 1 164 106         | 278 964            | 1 029 568         | 600 105           |
| Amortissements                                      | 3 379 030         | 6.09%       | 4 234 318         | - 855 288          | 3 198 979         | 3 149 692         |
| Rbts et subventions à des collectivités publiques   | 21 697 450        | 39.07%      | 30 720 693        | - 9 023 243        | 29 256 293        | 28 821 755        |
| Aides et subventions                                | 3 444 515         | 6.20%       | 3 212 195         | 232 320            | 3 055 477         | 3 041 609         |
| Attributions aux fonds et aux financements spéciaux | 1 021 640         | 1.84%       | 2 249 624         | - 1 227 984        | 3 060 682         | 3 263 972         |
| Imputations internes                                | 1 411 460         | 2.54%       | 1 404 945         | 6 515              | 1 210 852         | 1 298 121         |
| <b>Total des charges</b>                            | <b>55 529 820</b> | <b>100%</b> | <b>63 443 407</b> | <b>- 7 913 587</b> | <b>60 704 571</b> | <b>58 228 732</b> |

Comme nous pouvons le constater, les charges de fonctionnement de la Commune croissent de manière très significative. Pour les dépenses liées aux personnes et autorités c'est +21.80% entre 2022 et 2025, pour les biens, services et marchandises +38.02%, pour les intérêts passifs +140.46%, les aides et subventions +13.24% sur la même période.

Même si la Municipalité met un point d'honneur au contrôle scrupuleux de toutes les dépenses de fonctionnement, la structure organisationnelle actuelle de notre Commune et certains choix stratégiques d'investissement ne permettront pas une réduction de ces charges de fonctionnement. Bien au contraire, elles vont continuer à croître.

Selon les prévisions, la population palinzarde devrait toujours se situer aux alentours de 12'000 habitants aux environs de 2030, compte tenu de la mise en œuvre de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT).

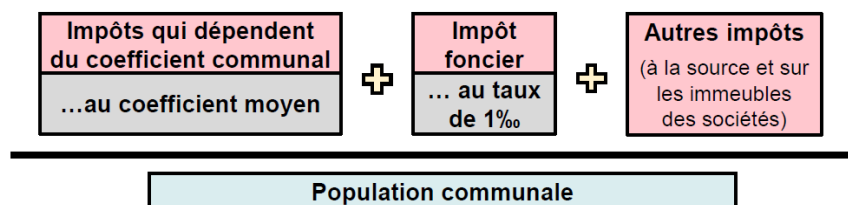
Actuellement arrêtée à environ 10'000 habitants, il en résulte donc une évolution à la hausse de notre population, ce qui a engendré des dépenses d'investissements conséquentes (certaines réalisées) dans les bâtiments scolaires, pour l'accueil de l'enfance ou pour les infrastructures urbaines ou routières pour accueillir les 2'000 habitants attendus à l'horizon 2030.

## 5.2 Péréquation intercommunale, participation à la cohésion sociale et facture policière

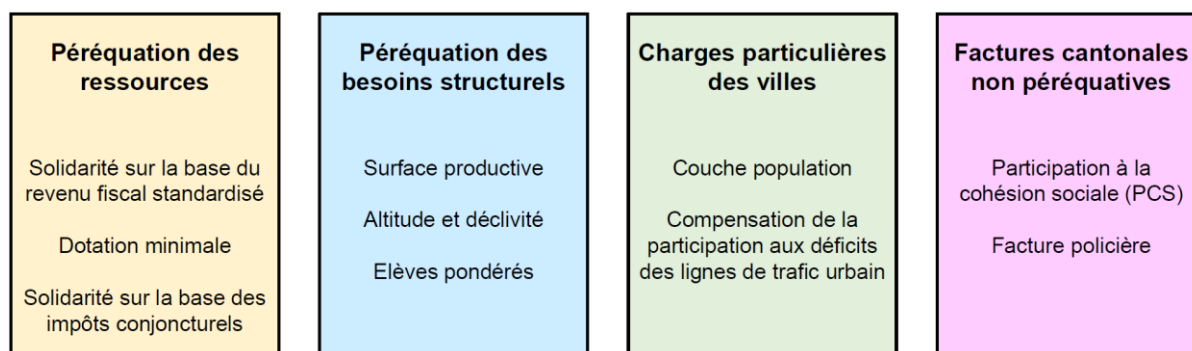
Le 1<sup>er</sup> janvier 2025 marque l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation intercommunale vaudoise (NPIV) validée par le Grand Conseil le 4 juin 2024.

Ce nouvel accord État-Communes sur les finances communales est le résultat de près de sept années de négociations (2018-2024) entre l'État, l'UCV et l'AdCV et introduit plusieurs nouveautés.

**Le revenu fiscal standardisé** : ce sont les revenus fiscaux que chaque Commune serait en mesure de générer avec une charge fiscale standard ou identique pour tout le Canton. Ceci a pour avantage de gommer les disparités de taux entre Communes.

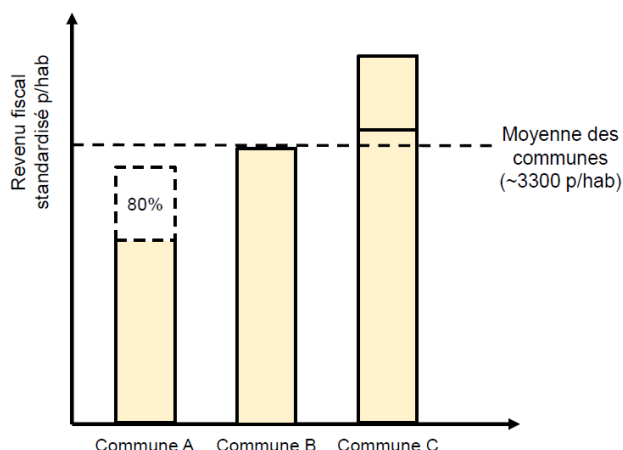


L'architecture de la nouvelle péréquation (NPIV) se présente globalement de la manière suivante :



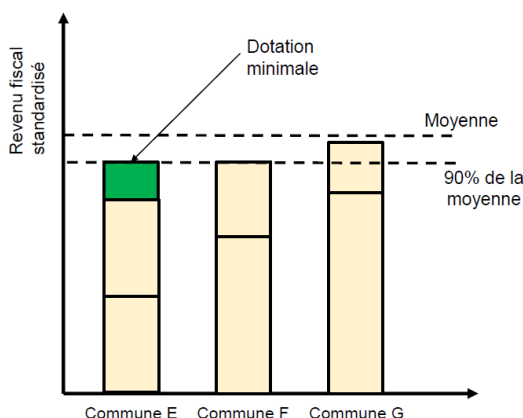
**La péréquation des ressources** : c'est un système de solidarité entre les Communes sur la base du revenu fiscal standardisé. La formule consiste à compenser 80% des disparités de capacité financière entre les Communes.



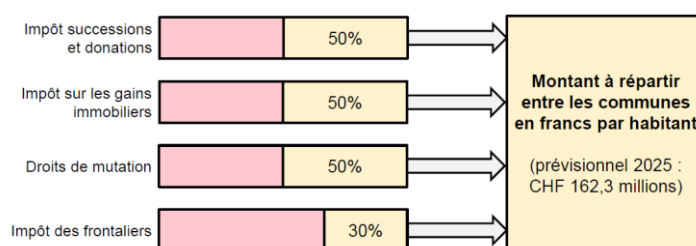


Les Communes qui sont au-dessous du revenu fiscal standardisé sont compensées à hauteur de 80% de leur écart. Celles qui sont au-dessus de la moyenne (du revenu fiscal standardisé) reverse le 80% de leur excédent aux Communes qui sont au-dessous. Finalement, à parité de taux, les Communes disposeront de ressources similaires par habitant.

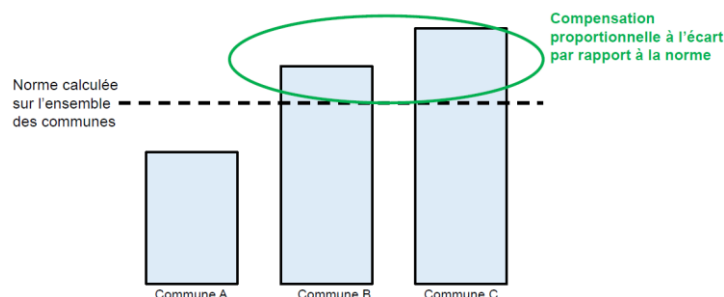
Pour les Communes à revenus très faibles, il peut arriver qu'elles n'atteignent pas 90% du revenu fiscal standardisé malgré le versement du 80% ci-dessus. Dans ce cas, le système prévoit le versement **d'une dotation minimale** afin de leur permettre d'atteindre 90% du revenu fiscal standardisé. Cette dotation minimale est entièrement financée par l'État.



**La péréquation des besoins structurels** : a pour but de compenser les Communes avec des surcharges de coûts liées à des facteurs sur lesquels elles n'ont aucune emprise (les facteurs structurels). Le mécanisme du système se base sur les impôts dits conjoncturels qui n'entrent pas dans le calcul du revenu fiscal standardisé.



Les facteurs structurels retenus sont les suivants : la surface productive, l'altitude et la déclivité du territoire, ainsi que le nombre d'élèves pondérés. Ce mécanisme garantit que deux Communes avec les mêmes caractéristiques soient traitées à l'identique.

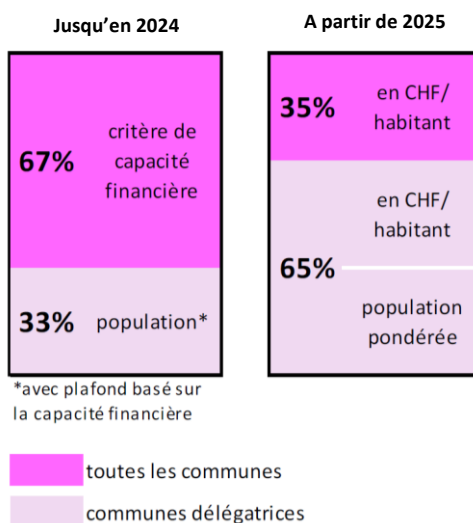


**La compensation des charges particulières des villes** : cette péréquation a pour but de verser des compensations aux villes qui assument des charges pour fournir des prestations qui vont aussi bénéficier aux populations qui habitent en-dehors de leur territoire. Sont aussi concernés les lignes de trafic urbain (pas de transport régionaux) avec une solidarité à 60% entre les Communes.

| Jusqu'à / habitants            | 1'000 | 3'000 | 5'000 | 9'000 | 12'000 | 15'000 | 30'000 | 45'000 | Au-delà |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Système actuel (montant / CHF) | 125   | 350   | 500   | 600   | 850    | 1'000  | 1'050  |        |         |
| Projet proposé (montant / CHF) | 125   | 350   | 625   |       | 1'000  |        | 1'050  | 1'100  | 1'150   |

**La répartition des factures cantonales** : (participation à la cohésion sociale (PCS) et la facture policière) selon la population des Communes et non plus selon des critères de capacité financière.

Une pérennisation de la méthode de calcul de la facture policière financée à 65% par les Communes délégatrices et à 35% par l'ensemble des Communes (socle sécuritaire commun) est prévue.



### **Participations de la Commune d'Épalinges à la péréquation, à la cohésion sociale et la facture policière**

|                                     | 2020              | 2021              | 2022              | 2023              | 2024              | Budget 2025       |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Coût net de la péréquation          | 1'034'200         | 730'200           | 1'023'200         | 882'400           | 882'714           | - 401'000         |
| Participation à la cohésion sociale | 8'534'000         | 8'723'100         | 8'340'400         | 8'036'707         | 7'855'814         | 9'617'600         |
| Facture policière                   | 1'434'700         | 1'481'100         | 1'455'300         | 1'501'300         | 1'508'347         | 1'836'000         |
| <b>Totaux</b>                       | <b>11'002'900</b> | <b>10'934'400</b> | <b>10'818'900</b> | <b>10'420'407</b> | <b>10'246'875</b> | <b>11'052'600</b> |

Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-dessus, l'enjeu financier pour la Commune d'Épalinges est important puisque notre Commune est contributrice nette. C'est-à-dire que les montants que nous recevons du pot commun de la péréquation, de la cohésion sociale et de la facture policière est inférieur aux contributions que nous versons.

La contribution prévisionnelle nette de la Commune d'Épalinges pour 2025 s'élève à CHF 11'052'600.-.

### **5.3 Investissements en cours et futurs, dettes et intérêts passifs**

Le plan des investissements détaillées est présenté annuellement dans la brochure du budget soumis au Conseil communal. Aussi, dans la brochure des comptes annuels, les conseillers et conseillères ont le détail des investissements (montant des projets achevés et donc en cours d'amortissement, et ceux en cours de construction). Ces dépenses représentent une part importante des dépenses communales qu'il est nécessaire de couvrir par le biais des liquidités courantes ou, si les finances communales n'étaient pas suffisantes, en contractant de nouveaux emprunts dans le cadre du plafond d'endettement adopté pour la législature en cours.

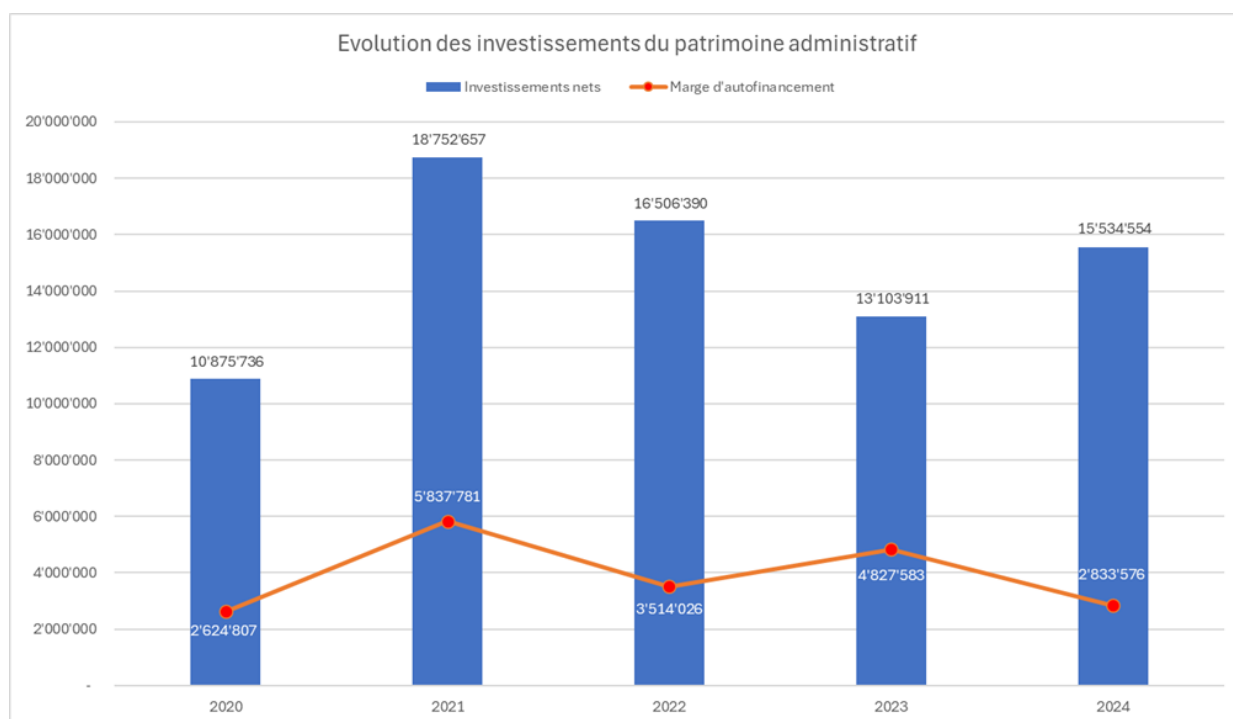
Pour rappel, le plafond d'endettement/cautionnement actuel, pour la législature 2021-2026, a été adopté par le Conseil communal le 21 septembre 2021 et s'établit, selon l'article 143, alinéa 1 de la LC, à CHF 140'000'000.-.

Au 31 décembre 2024, les emprunts figurant au bilan s'élevaient à CHF 87'958'329.- et les cautionnements à CHF 7'490'000.-, représentant un total de CHF 95'448'329.-, laissant ainsi apparaître une marge disponible de CHF 44'551'671.-.

Cependant et comme déjà indiqué dans la brochure du budget 2025 et plus particulièrement dans la brochure des comptes 2024, il est de plus en plus difficile pour la Commune d'Épalinges d'emprunter pour des délais de moyen et long terme (au-delà de 5 ans). Au 4<sup>e</sup> trimestre 2024, le Service des finances a voulu consolider des dépenses d'investissement de la caserne des pompiers et une partie du collège de Bois-Murat en un ou plusieurs emprunts de 15 ans, mais nous n'avons malheureusement trouvé aucune institution financière acceptant de prendre le risque. Seules la banque Swissquote et l'institution supplétive LPP ont accepté d'entrer en matière pour un total de 7 millions alors que nous demandions plus du double et pour un délai de seulement 3 ans au lieu de 15. Ceci est dû au fait que nos principaux ratios de financement et d'endettement sont mauvais comme nous pouvons le voir sur les graphiques ci-dessous. La décision de ces deux institutions financières s'était basée sur nos ratios au 31 décembre 2023, or au 31 décembre 2024, ces ratios se sont encore dégradés.

| Evolution des investissements du patrimoine administratif |                   |                   |                   |                   |                   |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                           | 2024              | 2023              | 2022              | 2021              | 2020              |
| Ouvrages d'assainissement                                 | 719 822           | 110 471           | 860 135           | 2 248 421         | 229 600           |
| Ouvrages de génie civil                                   | 2 918 198         | 4 731 071         | 4 000 130         | 2 850 110         | 3 270 441         |
| Bâtiments et constructions                                | 11 959 952        | 9 537 921         | 11 331 576        | 13 466 829        | 7 359 288         |
| Véhicules, matériel d'exploitation                        | 97 792            | -                 | 105 600           | -                 | 139 366           |
| Autres subventions et participations                      | -                 | -                 | 257 579           | 236 421           | -                 |
| Subsides et participations de tiers                       | -161 211          | -1 275 552        | -48 631           | -49 123           | -122 960          |
| <b>Investissements nets</b>                               | <b>15 534 554</b> | <b>13 103 911</b> | <b>16 506 390</b> | <b>18 752 657</b> | <b>10 875 736</b> |
| <b>Marge d'autofinancement</b>                            | <b>2 833 576</b>  | <b>4 827 583</b>  | <b>3 514 026</b>  | <b>5 837 781</b>  | <b>2 624 807</b>  |
| <b>Degré d'autofinancement</b>                            | <b>18.2%</b>      | <b>36.8%</b>      | <b>21.3%</b>      | <b>31.1%</b>      | <b>24.1%</b>      |

|                                      |
|--------------------------------------|
| <b>&gt;=100% = Optimal</b>           |
| <b>80% - 100% = Acceptable à bon</b> |
| <b>50% - 80% = Insuffisant</b>       |
| <b>&lt;50% = Problématique</b>       |



Depuis au moins cinq années, le degré d'autofinancement de la Commune est très inférieur au seuil (>80%) jugé acceptable par les normes comptables communales. Avec des taux oscillants entre 18 et 36%, nous sommes dans une zone dite « problématique » et des mesures urgentes doivent être prises. Ce ratio fait partie des ratios les plus scrutés par les partenaires financiers. La Municipalité, la COFIN et le Conseil communal ont été informés à travers la brochure des budgets 2025 et des comptes 2024 de la nécessité impérieuse de prendre des mesures. A taux d'imposition équivalent, c'est-à-dire si on privilégie l'option de maintenir le taux actuel (64.5%), il s'agira d'étaler nos investissements sur des périodes plus longues, réduire les investissements dans le patrimoine administratif à 10-15 millions

par législature (soit entre 2 et 3 millions par année) et réduire fortement ses charges de fonctionnement.

## Evolution de l'endettement net

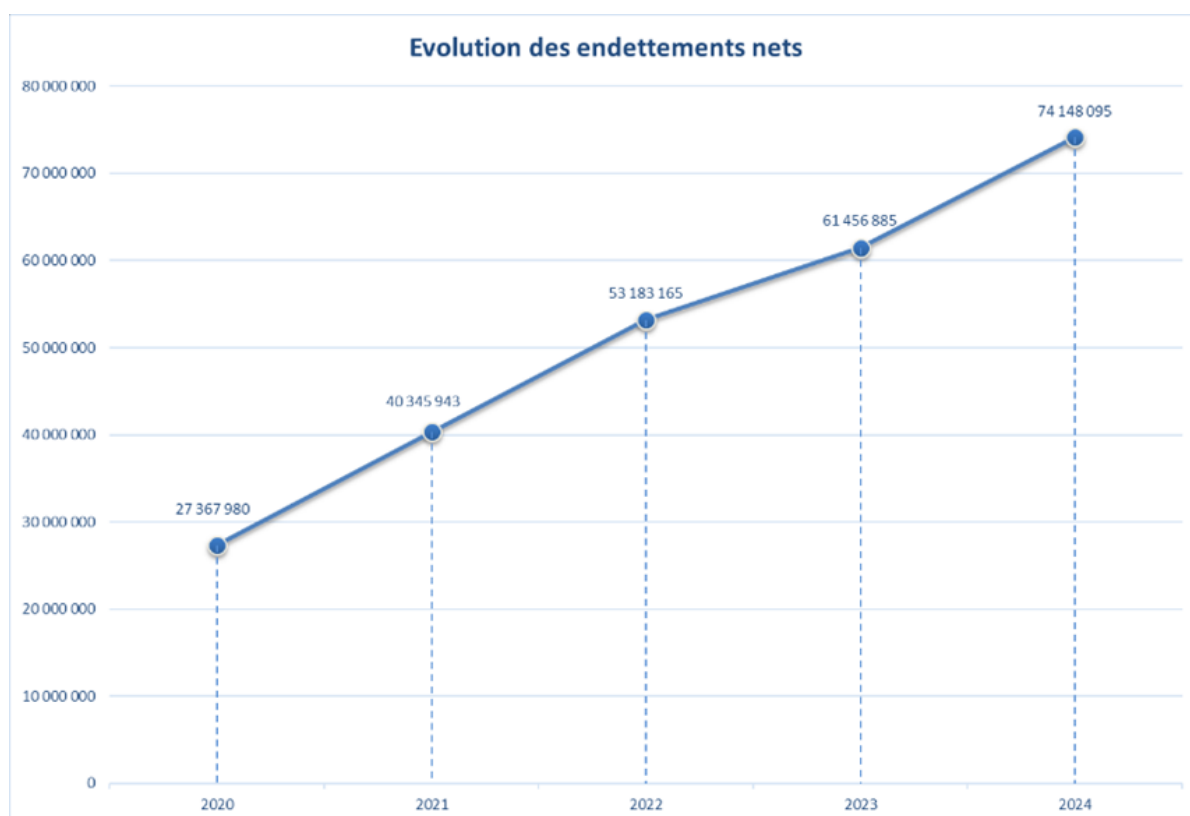
|                                            | 2024          | 2023          | 2022          | 2021          | 2020          |
|--------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total des engagements bruts (E)            | 96 196 431.54 | 89 559 101.03 | 69 680 392.27 | 57 846 424.29 | 43 618 753.43 |
| Total du patrimoine financier (PF)         | 22 048 336.68 | 28 102 216.27 | 16 497 226.79 | 17 500 481.73 | 16 250 773.67 |
| Endettements nets ou Engagements nets (EN) | 74 148 094.86 | 61 456 884.76 | 53 183 165.48 | 40 345 942.56 | 27 367 979.76 |
| Total des Revenus fiscaux (selon MMFC)     | 35 976 677.56 | 38 651 003.47 | 36 157 329.57 | 36 718 191.14 | 33 116 610.18 |
| Taux d'endettement net (EN/RF selon MMFC)  | 206.1%        | 159.0%        | 147.1%        | 109.9%        | 82.6%         |

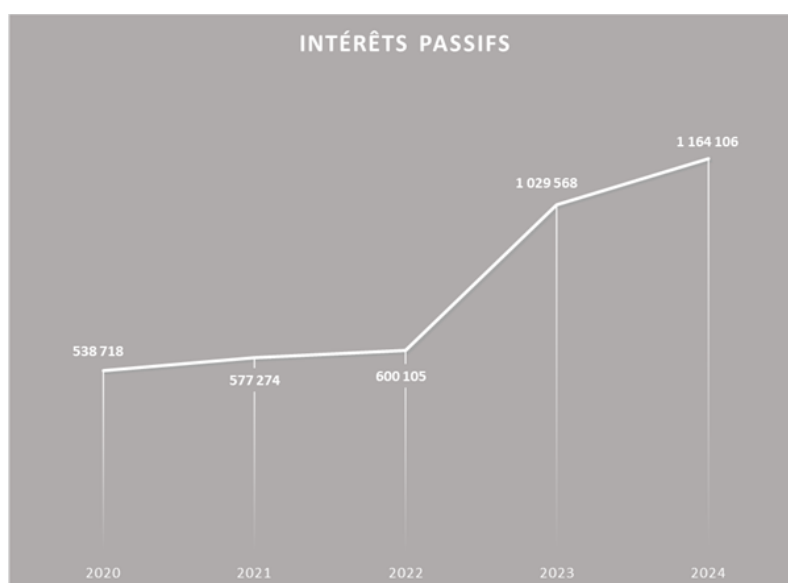
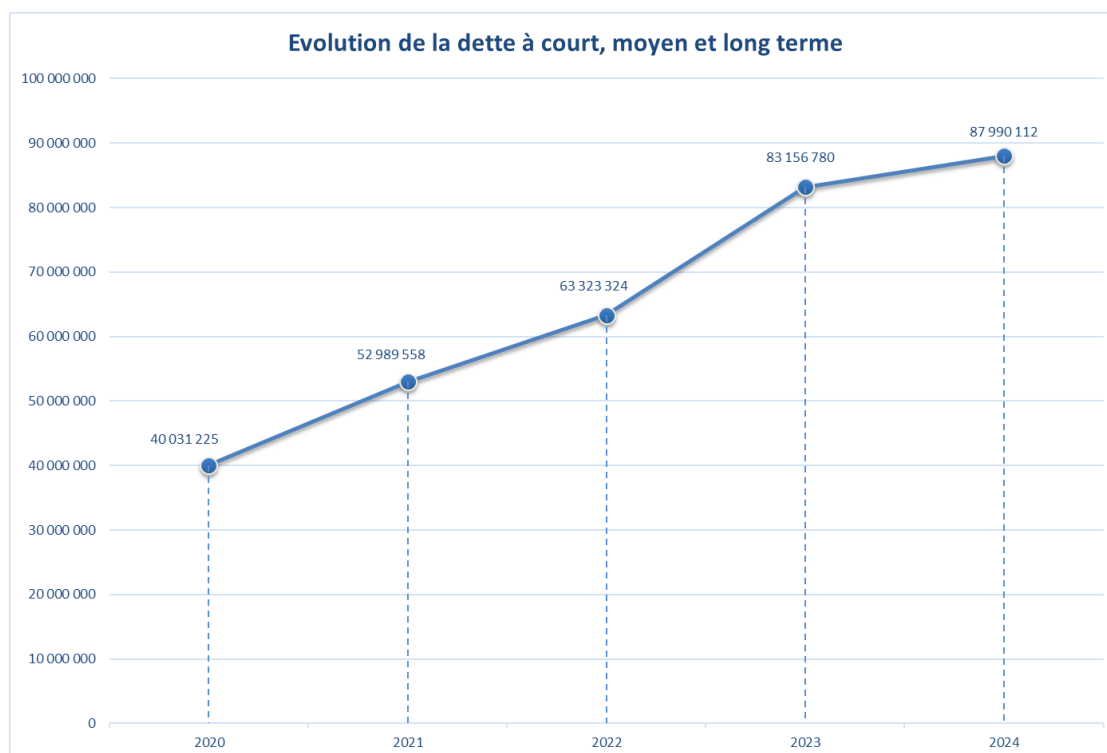
<100% = Bon

100% - 150% = Acceptable

150% - 200% = Mauvais

>200% = Problématique





Puisque nous investissons au-delà de nos capacités financières et qu'en même temps nos charges de fonctionnement augmentent, nous sommes obligés de financer ce gap par des emprunts ce qui fait fatalement augmenter notre endettement et nos intérêts passifs. Par chance, les échéances de renouvellement de certains emprunts sont arrivées dans une période où la Banque Nationale Suisse avait baissé ses taux directeurs, ce qui nous a permis de renouveler certains emprunts à des taux plus bas. La dégradation continue de notre taux d'endettement net ces cinq dernières années démontre à suffisance que nous ne sommes pas sur le bon chemin et que sans réaction forte à très court terme (dans les douze prochains mois), la Commune aura des difficultés à faire face à ses engagements financiers à moyen terme.



Ci-dessous, un aperçu des projets d'investissement en cours avec des préavis déjà votés :

| PLAN DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS 2025 à 2030                                                                                |                                 |             |                                                   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------|---------------------------------------------------|
| OBJETS                                                                                                                         | COÛT<br>TOTAL<br>DES<br>PREAVIS | RUBR.       | MONTANT<br>S DÉJÀ<br>INVESTIS<br>AU<br>31.12.2024 |
| <b>Collecteur séparatif Planches -&gt; Pré d'Yverdon et Vaugueny 05/2013 - 5010.140/9141.00.140</b>                            | <b>650 000</b>                  | <b>5010</b> | <b>0.00</b>                                       |
| Création et réalisation de trois places de jeux (12/2022) - 5011.180/9141.10.180                                               | 280 000                         | 5011        | 147 001.47                                        |
| Travaux de renforcement et d'entretien du réseau routier (16/2022) - 5011.183/9141.10.183                                      | 3 250 000                       | 5011        | 1837 208.55                                       |
| Travaux et aménagements pour la nouvelle ligne de bus 44 (10/2024) - 5011.187/9141.10.187                                      | 3 090 000                       | 5011        | 2 026 034.05                                      |
| Rénovation et agrandissement de la caserne du SDIS en caserne de type C (10/2023) - 5030.147/9143.00.147                       | 5 480 000                       | 5030        | 4 022 906.15                                      |
| Bois-Murat : nouvelle salle gym, création de classes, nvelle UAPE (02/2019) - 5030.137/9143.00.137 + 5030.142/9143.00.142      | 32 420 000                      | 5030        | 34 968 221.51                                     |
| Collège de Bois-Murat : raccordement de tout le complexe scolaire au CAD des SIL (05/2024) - 5030.150/9143.00.150              | 1 665 000                       | 5030        | 677 637.76                                        |
| Crédit-cadre destiné aux études des projets urbanistiques et de constructions 22-26 (24/2021) - 5011.177/9141.10.177           | 1 500 000                       | 5011        | 650 601.45                                        |
| Rénovation vestiaires terrain foot Bois-de-la-Chapelle + dépôt souterrain Voirie (01/2024) - 5030.151/9143.00.151              | 5 400 000                       | 5030        | 307 289.95                                        |
| Création d'une garderie d'enfants dans des nouveaux locaux SwissLife au Ch. des Croisettes 9b (08/2023) - 5030.145/9143.00.145 | 1 895 000                       | 5030        | 93 182.65                                         |
| Agrandissement et réfection du terrain synthétique de la Croix-Blanche (01/2009) - 5030.094/9143.00.094                        | 2 060 000                       | 5030        | 2 015 557.47                                      |
| Étude révision PDcom, PGA +RPGA - 12/2016 - 5011.155/9141.10.155                                                               | 563 000                         | 5011        | 415 477.52                                        |
| Étude aménagements route et place de la Croix-Blanche 15/2018 - 5011.165/9141.10.165                                           | 388 000                         | 5011        | 351 794.73                                        |
| Rapport-préavis sur la mobilité - 22/2021 - 5011.178/9141.10.178                                                               | 415 000                         | 5011        | 197 883.94                                        |
| Requalification plat Croix-Blanche -06/2024 - 5011.186/9141.10.186                                                             | 826 000                         | 5011        | 2 702.50                                          |
| Requalification chemin Croisettes - 17/2024 - 5011.188/9141.10.188                                                             | 376 000                         | 5011        | 71 690.55                                         |
| Installation réseaux WiFi dans les bâtiments scolaires 06/2021 - 5030.141/9143.00.141                                          | 925 000                         | 5030        | 857 770.10                                        |
| Assainis. bâtiments communaux plan directeur 2024 - 04/2024 - 5030.153/9143.00.153                                             | 238 000                         | 5030        | 134 513.80                                        |
| Etude pour l'élaboration d'un plan de transition écologique et sociale - 09/2024 - 5011.189/9141.10.189                        | 106 000                         | 5011        | 24 000.00                                         |
| Coll. entretiens 2019 - 08/2019 - 5010.158/9141.00.158                                                                         | 680 000                         | 5010        | 99 120.10                                         |
| Entretiens collecteurs 2022 - 07/2022 - 5010.163/9141.00.163                                                                   | 595 000                         | 5010        | 457 938.99                                        |
| Stabilisation des berges + collecteur au Polny - 07/2023 - 5010.164/9141.00.164                                                | 165 000                         | 5010        | 82 697.96                                         |
| Aménagements extérieurs de l'Église des Croisettes - 17/2023 - 5030.148/9143.00.148                                            | 162 000                         | 5030        | 12 115.70                                         |
| Salle de gym Croix-Blanche : Faux-plafond et luminaires 02/2025 - 5030.156/9143.00.156                                         | 450 000                         | 5030        | 0.00                                              |
| Piscine Bois-Murat : Crédit d'étude pour la rénovation - 8/2025 - 5030.154/9143.00.154                                         | 2 200 000                       | 5030        | 83 858.95                                         |
| Achat terrain chemin des Geais 4 - Parcelle 354 - 10/2025                                                                      | 1 150 000                       | 5890        |                                                   |
| Achat du terrain des Dailles (partie inférieure) - 20/2024                                                                     | 3 841 000                       | 5890        |                                                   |

Ci-dessous, des projets d'investissement (avec des préavis non encore votés) dont le montant est supérieur ou égal CHF 500'000.-. Sachant que le projet de la piscine de Bois-Murat variera entre 7 et plus de 12.4 millions (frais d'études compris) selon les options choisies.



|                                                                                                                                |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| <b>Collecteur séparatif chemin du Bois-de-Ban (côté tennis - 170 m.)</b>                                                       | <b>560 000</b> |
| <b>Collecteur séparatif entre chemin des Planchamps et chemin de la Pierraz (250 m.)</b>                                       | <b>850 000</b> |
| Réfection de la passerelle piétonne rte de Montblesson + glissement terrain                                                    | 1000 000       |
| Collège Croix-Blanche rénovation globale y.c. chauffage - Phase 2                                                              | 1 100 000      |
| Chauffage bâtiment Voirie                                                                                                      | 800 000        |
| Aménagement extérieur du site scolaire de Bois-Murat                                                                           | 1000 000       |
| Réfection du chemin des Tuileries                                                                                              | 900 000        |
| Aménagement du plat de la Croix-Blanche (partiellement voté (06/24)) -                                                         | 4 000 000      |
| Routes et trottoirs : réfections annuelles                                                                                     | 2 500 000      |
| Mises aux normes bâtiments communaux accès personnes à mobilité réduite                                                        | 500 000        |
| Réaménagement du chemin de Bois-Murat                                                                                          | 500 000        |
| Requalification du Grand-Chemin                                                                                                | 2 000 000      |
| Achat d'un tracteur forestier avec agrégats                                                                                    | 650 000        |
| Réaménagement de la route de Montblesson                                                                                       | 1200 000       |
| Maison de commune : rénovation, ascenseur, molasses, modifs rez-de-chaussée                                                    | 1 100 000      |
| Réfection de la Maison palinzarde (attractivité du centre)                                                                     | 1300 000       |
| Salle de gym Croix-Blanche : plafond, luminaires, chauffage, étanchéité, remplacement platines commande (partiellement voté 02 | 1050 000       |
| Nouveaux locaux pour l'administration communale                                                                                | 6 000 000      |
| Aménagement du chemin des Croisettes (partiellement voté (17/24))                                                              | 3 000 000      |
| Stade Croix-Blanche : piste d'athlétisme, terrain synthétique, vestiaires, skatepark                                           | 8 000 000      |
| Piscine Bois-Murat : carrelage piscine, ttt eaux, portes vestiaires, mise aux normes -21/2024 - 5030.154/9143.00.154           | 10 285 000     |
| Création d'un trottoir au chemin du Bois-de-Ban (du PQ Bois-de-Ban -> tennis)                                                  | 875 000        |
| <b>Contruction d'un bassin de rétention pour le secteur de la Girarde</b>                                                      | <b>500 000</b> |
| <b>Collecteur séparatif au chemin du Bornalet (côté Ouest - 350 m.)</b>                                                        | <b>640 000</b> |
| Réfection de la route du Village                                                                                               | 1750 000       |
| Aménagement de la place des Croisettes (plateforme M2)                                                                         | 12 000 000     |
| <b>Collecteur séparatif chemin de la Vuilletaz -&gt; carrefour Orchez-Bornalet (360 m.)</b>                                    | <b>670 000</b> |
| Création d'une garderie/UAPE et des salles de classe à la Croix-Blanche                                                        | 15 000 000     |

Il s'agit bien des principaux projets pour les années à venir ; néanmoins, cette liste n'est pas exhaustive puisque nous avons enlevé les nombreux projets sans préavis dont les montants sont inférieurs à CHF 500'000.- et il convient de garder à l'esprit que d'autres investissements devraient venir s'y greffer.

La question qui se pose alors est de savoir comment financer tous ces projets tout en parvenant à conserver la meilleure stabilité possible des charges maîtrisables, à assumer en parallèle les hausses des charges de fonctionnement mentionnées précédemment et stopper la dégradation de nos ratios de financement et d'endettement au risque de ne plus pouvoir emprunter même sur du court terme ?

La Municipalité actuelle soutient toujours que la stabilité du taux d'imposition communal est une priorité et qu'il reviendra à la Municipalité issue de la prochaine législature 2026-2031 de décider s'il faut ou non ajuster ce taux afin de relever les défis liés à ces investissements, à l'aménagement de son territoire et, ainsi, répondre aux besoins de sa population.



## 6 Revenus

### 6.1 Revenus par nature

| Revenus par nature                                          | Budget 2025         | en %        | Comptes 2024        | Diff. B25/C24    | Comptes 2023        | Comptes 2022        |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------|
| Impôts                                                      | - 36 027 000        | 65.25%      | - 36 429 574        | 402 574          | - 35 983 918        | - 35 382 745        |
| Patentes, concessions                                       | - 36 000            | 0.07%       | - 32 391            | - 3 609          | - 34 997            | - 37 172            |
| Revenus du patrimoine                                       | - 606 530           | 1.10%       | - 860 306           | 253 776          | - 628 721           | - 700 225           |
| Taxes, émoluments, produits des ventes                      | - 4 866 700         | 8.81%       | - 6 101 158         | 1 234 458        | - 5 167 436         | - 4 743 755         |
| Parts à des recettes cantonales                             | - 1 071 600         | 1.94%       | - 1 133 793         | 62 193           | - 1 070 859         | - 1 569 338         |
| Participations et remboursements de collectivités publiques | - 2 951 600         | 5.35%       | - 12 889 381        | 9 937 781        | - 15 067 556        | - 11 862 122        |
| Autres participations et subventions                        | - 145 400           | 0.26%       | - 1 194 990         | 1 049 590        | - 221 829           | - 198 147           |
| Prélèvements sur les fonds et financements spéciaux         | - 8 093 274         | 14.66%      | - 2 746 192         | - 5 347 082      | - 1 366 947         | - 2 446 044         |
| Imputations internes                                        | - 1 411 460         | 2.56%       | - 1 404 945         | - 6 515          | - 1 210 852         | - 1 298 121         |
| <b>Total des revenus</b>                                    | <b>- 55 209 564</b> | <b>100%</b> | <b>- 62 792 730</b> | <b>7 583 166</b> | <b>- 60 753 114</b> | <b>- 58 237 669</b> |

### 6.2 Evolution de nos recettes fiscales liées au taux

| Evolution des recettes fiscales liées et non liées au taux d'imposition |                      |                      |                       |               |                      |                      |
|-------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------------|---------------|----------------------|----------------------|
| Recettes fiscales liées au taux                                         | Comptes 2024         | Budget 2024          | Ecart C24/B24         | En %          | Comptes 2023         | Comptes 2022         |
| <b>Taux d'imposition (%)</b>                                            | <b>64.5</b>          | <b>64.5</b>          |                       |               | <b>64.5</b>          | <b>64.5</b>          |
| Impôt sur le revenu des PP                                              | 24 787 996.16        | 24 000 000.00        | 787 996.16            | 3.3%          | 23 242 660.24        | 21 555 600.84        |
| Impôt sur la fortune des PP                                             | 4 454 826.89         | 4 700 000.00         | - 245 173.11          | -5.2%         | 4 638 194.14         | 4 578 820.98         |
| Impôt à la source                                                       | 860 595.27           | 950 000.00           | - 89 404.73           | -9.4%         | 810 552.01           | 975 732.35           |
| Impôt sur la dépense                                                    | 433 651.65           | 390 000.00           | 43 651.65             | 11.2%         | 475 572.67           | 384 606.30           |
| Impôt sur le bénéfice des PM                                            | 597 900.30           | 1 300 000.00         | - 702 099.70          | -54.0%        | 1 168 378.30         | 1 295 637.00         |
| Impôt sur le capital des PM                                             | 240 146.30           | 400 000.00           | - 159 853.70          | -40.0%        | 233 420.70           | 397 475.10           |
| Impôt complémentaire sur immeuble des PM                                | 331 856.10           | 300 000.00           | 31 856.10             | 10.6%         | 343 799.25           | 342 617.05           |
| Impôts récupérés après défalcation                                      | 121 224.09           | 200 000.00           | - 78 775.91           | -39.4%        | 174 569.36           | 242 854.24           |
| <b>Total des recettes fiscales liées au taux</b>                        | <b>31 828 196.76</b> | <b>32 240 000.00</b> | <b>- 411 803.24</b>   | <b>-1.3%</b>  | <b>31 087 146.67</b> | <b>29 773 343.86</b> |
| <b>Impôt par point</b>                                                  | <b>493 460.41</b>    | <b>499 844.96</b>    |                       |               | <b>481 971.27</b>    | <b>461 602.23</b>    |
| Nombre d'habitants au 31.12                                             | 9 905                | 9 905                |                       |               | 9 910                | 9 825                |
| <b>Valeur du point d'impôt par habitant</b>                             | <b>49.82</b>         | <b>50.46</b>         |                       |               | <b>48.63</b>         | <b>46.98</b>         |
| Recettes fiscales non liées au taux                                     | Comptes 2024         | Budget 2024          | Ecart C24/B24         | En %          | Comptes 2023         | Comptes 2022         |
| Impôt foncier                                                           | 2 698 147.30         | 2 550 000.00         | 148 147.30            | 5.8%          | 2 608 250.75         | 2 428 685.31         |
| Droits de mutation                                                      | 1 357 226.75         | 1 000 000.00         | 357 226.75            | 35.7%         | 1 284 814.65         | 891 041.30           |
| Impôt sur les successions et donations                                  | 512 242.80           | 1 800 000.00         | - 1 287 757.20        | -71.5%        | 967 545.90           | 2 252 594.50         |
| Impôt sur les chiens                                                    | 33 760.00            | 38 000.00            | - 4 240.00            | -11.2%        | 36 160.00            | 37 080.00            |
| Taxes LADB et patentes de tabac                                         | 32 391.15            | 37 000.00            | - 4 608.85            | -12.5%        | 34 996.55            | 37 171.60            |
| Part à l'impôt sur les gains immobiliers                                | 1 128 012.95         | 1 500 000.00         | - 371 987.05          | -24.8%        | 1 065 674.40         | 1 562 752.10         |
| Redistribution de la taxe sur le Co2                                    | 5 780.00             | 6 600.00             | - 820.00              | -12.4%        | 5 184.10             | 6 585.50             |
| <b>Total des recettes fiscales non liées au taux</b>                    | <b>5 767 560.95</b>  | <b>6 931 600.00</b>  | <b>- 1 164 039.05</b> | <b>-16.8%</b> | <b>6 002 626.35</b>  | <b>7 215 910.31</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                            | <b>37 595 757.71</b> | <b>39 171 600.00</b> | <b>- 1 575 842.29</b> |               | <b>37 089 773.02</b> | <b>36 989 254.17</b> |

La perception des impôts sur le revenu et la fortune des personnes physiques repose essentiellement sur les deux éléments suivants :

- la facturation ou rétrocession des reliquats d'impôts des exercices précédents résultant du dépôt des déclarations ;
- la facturation d'acomptes fondés sur le résultat de la dernière taxation traitée.

Quant aux personnes morales, suite à l'entrée de la 3<sup>e</sup> réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), le taux net effectif d'imposition des bénéfices des sociétés ordinaires dans le Canton de Vaud est de 13.79% depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Pour 2025, les estimations de revenus fiscaux liés ou non au taux (40 Impôts, 41 Patentes et concessions, 44 Parts à des recettes cantonales) s'élèvent à CHF 37'131'600.- contre CHF 37'595'757.71.- en 2024 et CHF 37'089'773.02.- en 2023. Ce qui nous permet de

constater une relative stabilité de ces revenus contrairement à nos charges de fonctionnement qui croissent plus vite.

### 6.3 Évolution des taux d'imposition dans la région lausannoise

Le taux d'imposition en pourcent de l'impôt cantonal de base est prélevé sur le revenu et la fortune des personnes physiques (PP), le bénéfice net et le capital des personnes morales (PM ou sociétés), les recettes fiscales brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise et l'impôt spécial dû par les étrangers.

| Communes                 | 2020        | 2021        | 2022        | 2023        | 2024        | 2025        |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Lutry                    | 54          | 54          | 54          | 54          | 54          | 54          |
| Jouxens-Mézery           | 59          | 59          | 59          | 59          | 59          | 59          |
| Villars-Ste-Croix        | 60.5        | 60.5        | 60.5        | 60.5        | 60.5        | 60.5        |
| Pully                    | 61          | 61          | 61          | 61          | 61          | 61          |
| Bourg-en-Lavaux          | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        |
| Bussigny                 | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        |
| Ecublens                 | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        | 62.5        |
| Crissier                 | 63.5        | 63.5        | 63.5        | 63.5        | 63.5        | 63.5        |
| <b>Epalinges</b>         | <b>64.5</b> | <b>64.5</b> | <b>64.5</b> | <b>64.5</b> | <b>64.5</b> | <b>64.5</b> |
| Paudex                   | 66.5        | 66.5        | 66.5        | 66.5        | 66.5        | 66.5        |
| Morges                   | 67          | 67          | 67          | 67          | 67          | 67          |
| Savigny                  | 69          | 69          | 69          | 69          | 69          | 69          |
| Romanel-sur-Lausanne     | 70.5        | 70.5        | 70.5        | 70.5        | 70.5        | 70.5        |
| Belmont-sur-Lausanne     | 72          | 72          | 72          | 72          | 72          | 72          |
| Prilly                   | 72.5        | 72.5        | 72.5        | 72.5        | 72.5        | 72.5        |
| Cheseaux-sur-Lausanne    | 73          | 73          | 73          | 73          | 73          | 73          |
| Le Mont-sur-Lausanne     | 73.5        | 73.5        | 73.5        | 73.5        | 72          | 72          |
| Renens                   | 77          | 77          | 77          | 77          | 77          | 77          |
| Chavannes-près-Renens    | 77.5        | 77.5        | 77.5        | 77.5        | 77.5        | 77.5        |
| Lausanne                 | 78.5        | 78.5        | 78.5        | 78.5        | 78.5        | 78.5        |
| <b>Moyenne cantonale</b> | <b>67.3</b> | <b>67.2</b> | <b>67.6</b> | <b>68.9</b> | <b>67.3</b> | <b>67.8</b> |

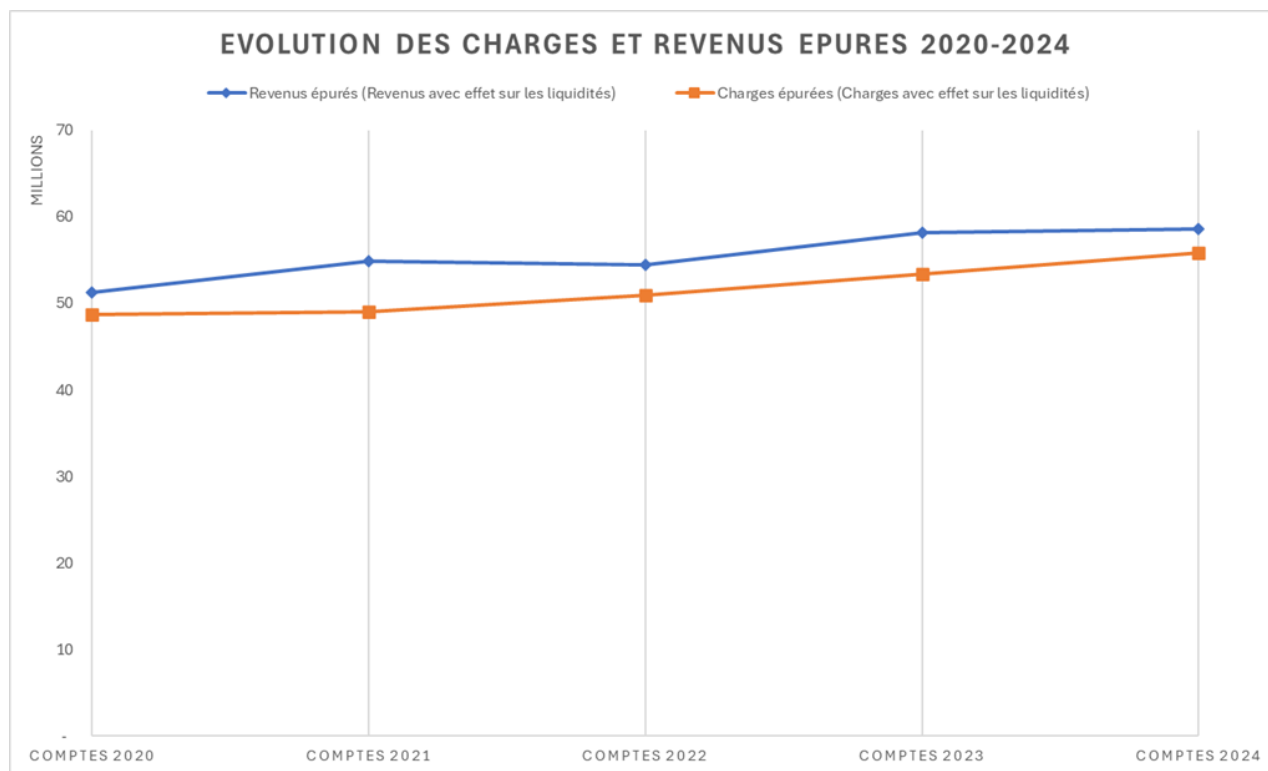


## 6.4 Autofinancement

Un bon niveau d'autofinancement est impératif, car il sert, en premier lieu, à financer les charges de fonctionnement, puis les investissements et enfin à rembourser les dettes.

Ci-dessous, le détail de ces cinq dernières années (en CHF) :

| Comptes                                                        | Comptes 2024      | Comptes 2023      | Comptes 2022      | Comptes 2021      | Comptes 2020      |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>Revenus</b>                                                 | <b>62'792'730</b> | <b>60'753'114</b> | <b>58'237'669</b> | <b>58'224'339</b> | <b>55'813'158</b> |
| Prélèvement sur fonds et financements spéciaux                 | - 2'746'192       | - 1'366'947       | - 2'446'044       | - 1'819'396       | - 3'211'991       |
| Ecritures internes                                             | - 1'404'945       | - 1'210'852       | - 1'298'121       | - 1'571'980       | - 1'306'080       |
| <b>Revenus épurés (Revenus avec effet sur les liquidités)</b>  | <b>58'641'593</b> | <b>58'175'316</b> | <b>54'493'503</b> | <b>54'832'962</b> | <b>51'295'087</b> |
| <b>Charges</b>                                                 | <b>63'443'406</b> | <b>60'704'571</b> | <b>58'228'732</b> | <b>58'364'909</b> | <b>55'810'116</b> |
| Amortissements du patrimoine administratif (331) + (332)       | - 3'980'820       | - 3'085'305       | - 2'687'162       | - 2'466'840       | - 2'426'463       |
| Attributions aux fonds de réserves et financements spéciaux    | - 2'249'624       | - 3'060'682       | - 3'263'972       | - 5'330'908       | - 3'407'293       |
| Ecritures internes                                             | - 1'404'945       | - 1'210'852       | - 1'298'121       | - 1'571'980       | - 1'306'080       |
| <b>Charges épurées (Charges avec effet sur les liquidités)</b> | <b>55'808'017</b> | <b>53'347'732</b> | <b>50'979'477</b> | <b>48'995'182</b> | <b>48'670'280</b> |
| <b>Marge d'autofinancement</b>                                 | <b>2'833'576</b>  | <b>4'827'583</b>  | <b>3'514'026</b>  | <b>5'837'781</b>  | <b>2'624'807</b>  |



## 6.5 Comparaison des grands indicateurs financiers des Communes du district de Lausanne et Communes de taille semblable

Vous trouverez ci-dessous plusieurs tableaux comparatifs avec des indicateurs les plus significatifs permettant de mesurer la santé financière d'une Commune.

Marge d'autofinancement 2020-2023 (en millions CHF)

| District de Lausanne                | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Jouxkens-Mézery                     | 215          | 303          | 170          | 315          |
| <b>Epalinges</b>                    | <b>2'625</b> | <b>5'838</b> | <b>3'514</b> | <b>4'828</b> |
| Romanel-sur-Lausanne                | 2'828        | 7'692        | 3'564        | 3'940        |
| Cheseaux-sur-Lausanne               | 5'266        | 7'466        | 6'617        | 5'183        |
| Le Mont-sur-Lausanne                | 7'594        | 12'734       | 6'815        | 8'084        |
| Lausanne                            | 141'448      | 148'295      | 155'445      | 167'944      |
| <b>Communes de taille semblable</b> |              |              |              |              |
| Crissier (~9'500 hab)               | 5'947        | 9'830        | 16'912       | 3'809        |
| Gland (~14'000 hab)                 | 9'331        | 11'817       | 5'531        | 5'920        |
| Payerne (~10'600 hab) - Chef-lieu   | 4'829        | 6'828        | 6'272        | 10'528       |
| Lutry (~10'800 hab)                 | 1'116        | 6'952        | -335         | 559          |
| Aigle (~11'500 hab) - Chef-lieu     | 4'731        | 5'876        | 8'657        | 8'654        |
| La Tour-de-Peilz (~12'600 hab)      | 1'481        | 6'206        | 4'400        | 4'552        |
| Bussigny (~10'600 hab)              | 3'959        | 4'724        | 7'875        | 3'487        |
| Prilly (~12'500 hab)                | 5'525        | 3'264        | 19'885       | 6'711        |

En 2023, Épalinges est au 8<sup>e</sup> rang des communes ayant la marge d'autofinancement la plus élevée sur ces 14 Communes. Sachant qu'en 2024 notre marge d'autofinancement a chuté à 2.8 millions.

Intérêts passifs 2020-2023 (en millions CHF)

| District de Lausanne                | 2020       | 2021       | 2022       | 2023         |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|--------------|
| Jouxkens-Mézery                     | 38         | 11         | 46         | 126          |
| <b>Epalinges</b>                    | <b>528</b> | <b>572</b> | <b>595</b> | <b>1'026</b> |
| Romanel-sur-Lausanne                | 177        | 176        | 159        | 139          |
| Cheseaux-sur-Lausanne               | 261        | 266        | 251        | 220          |
| Le Mont-sur-Lausanne                | 519        | 449        | 362        | 508          |
| Lausanne                            | 46'198     | 39'934     | 37'916     | 41'675       |
| <b>Communes de taille semblable</b> |            |            |            |              |
| Crissier (~9'500 hab)               | 33         | 33         | 33         | 33           |
| Gland (~14'000 hab)                 | 490        | 517        | 575        | 908          |
| Payerne (~10'600 hab) - Chef-lieu   | 337        | 311        | 296        | 512          |
| Lutry (~10'800 hab)                 | 24         | 21         | 39         | 24           |
| Aigle (~11'500 hab) - Chef-lieu     | 610        | 552        | 519        | 734          |
| La Tour-de-Peilz (~12'600 hab)      | 220        | 248        | 277        | 344          |
| Bussigny (~10'600 hab)              | 77         | 162        | 112        | 119          |
| Prilly (~12'500 hab)                | 924        | 849        | 849        | 843          |

La Commune d'Épalinges est celle qui paye le plus d'intérêts passifs après la Ville de Lausanne.

## Dettes à court, moyen et long terme 2020-2023 (en millions CHF)

| District de Lausanne                | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Jouxteins-Mézery                    | 12'800        | 16'300        | 14'200        | 13'000        |
| <b>Epalinges</b>                    | <b>40'000</b> | <b>52'958</b> | <b>63'292</b> | <b>83'125</b> |
| Romanel-sur-Lausanne                | 14'000        | 14'000        | 11'500        | 11'500        |
| Cheseaux-sur-Lausanne               | 10'840        | 10'590        | 10'340        | 8'090         |
| Le Mont-sur-Lausanne                | 61'000        | 56'000        | 50'000        | 53'000        |
| Lausanne                            | 2'540'168     | 2'542'563     | 2'642'108     | 2'707'823     |
| <b>Communes de taille semblable</b> |               |               |               |               |
| Crissier (~9'500 hab)               | 5'600         | 5'560         | 5'520         | 5'480         |
| Gland (~14'000 hab)                 | 54'535        | 75'475        | 83'415        | 92'000        |
| Payerne (~10'600 hab) - Chef-lieu   | 40'748        | 39'867        | 39'382        | 37'912        |
| Lutry (~10'800 hab)                 | 14'234        | 5'827         | 5'329         | 5'952         |
| Aigle (~11'500 hab) - Chef-lieu     | 68'508        | 73'415        | 76'937        | 79'421        |
| La Tour-de-Peilz (~12'600 hab)      | 36'000        | 48'000        | 59'000        | 59'000        |
| Bussigny (~10'600 hab)              | 15'000        | 15'000        | 15'000        | 24'917        |
| Prilly (~12'500 hab)                | 77'000        | 77'000        | 77'000        | 72'000        |

La Commune d'Épalinges est 3<sup>e</sup> parmi les Communes ayant les dettes les plus élevée après Lausanne et Gland.

## Engagements nets 2020-2023 (en millions CHF)

| District de Lausanne                | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Jouxteins-Mézery                    | 579           | 982           | 1'028         | 961           |
| <b>Epalinges</b>                    | <b>27'368</b> | <b>40'346</b> | <b>53'183</b> | <b>61'457</b> |
| Romanel-sur-Lausanne                | 1'089         | -3'238        | -4'497        | -6'272        |
| Cheseaux-sur-Lausanne               | -13'533       | -13'745       | -13'927       | -16'943       |
| Le Mont-sur-Lausanne                | 41'110        | 31'502        | 33'484        | 35'128        |
| Lausanne                            | 1'969'850     | 1'995'308     | 2'017'540     | 2'008'289     |
| <b>Communes de taille semblable</b> |               |               |               |               |
| Crissier (~9'500 hab)               | -16'378       | -20'030       | -30'295       | -18'244       |
| Gland (~14'000 hab)                 | 32'720        | 40'525        | 50'434        | 55'303        |
| Payerne (~10'600 hab) - Chef-lieu   | -1'777        | -4'189        | -7'727        | -10'663       |
| Lutry (~10'800 hab)                 | -40'962       | -43'182       | -38'193       | -30'599       |
| Aigle (~11'500 hab) - Chef-lieu     | 12'097        | 15'104        | 13'070        | 15'634        |
| La Tour-de-Peilz (~12'600 hab)      | 1'627         | 8'852         | 17'522        | 17'884        |
| Bussigny (~10'600 hab)              | -17'162       | -14'004       | -4'114        | 3'393         |
| Prilly (~12'500 hab)                | 49'521        | 50'995        | 35'930        | 33'679        |

La Commune d'Épalinges est 2<sup>e</sup> parmi les Communes ayant les engagements nets les plus élevés après Lausanne (solde des engagements après déduction du patrimoine et des placements financiers, des liquidités, des débiteurs et des actifs transitoires).

## 7 Analyse de la situation

|                                                                           | Les dépenses "maîtrisables" |                   |                   |                   |                   |                   |
|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                                                                           | 2020                        | 2021              | 2022              | 2023              | 2024              | B2025             |
| <b>Charges épurées (charges avec effet sur les liquidités)</b>            | <b>55'808'017</b>           | <b>53'347'732</b> | <b>50'979'477</b> | <b>48'995'182</b> | <b>48'670'280</b> | <b>49'717'690</b> |
| Remb. et participation aux charges cantonales                             | 16'535'297                  | 16'504'296        | 17'760'310        | 17'349'220        | 16'604'107        | 17'321'950        |
| Remb. et part. aux charges d'autres communes et asso. de communes         | 12'188'974                  | 11'174'741        | 11'061'445        | 11'907'074        | 14'116'585        | 4'375'500         |
| <b>Charges "non maîtrisables" (charges avec effet sur les liquidités)</b> | <b>28'724'271</b>           | <b>27'679'037</b> | <b>28'821'755</b> | <b>29'256'294</b> | <b>30'720'692</b> | <b>21'697'450</b> |
| <b>Charges "maîtrisables" (charges avec effet sur les liquidités)</b>     | <b>27'083'746</b>           | <b>25'668'695</b> | <b>22'157'722</b> | <b>19'738'888</b> | <b>17'949'588</b> | <b>28'020'240</b> |
| Charges "non maîtrisables"                                                | 51.47%                      | 51.88%            | 56.54%            | 59.71%            | 63.12%            | 43.64%            |
| Charges "maîtrisables"                                                    | 48.53%                      | 48.12%            | 43.46%            | 40.29%            | 36.88%            | 56.36%            |

Ce tableau nous permet de mesurer la proportion de charges sur laquelle la Municipalité peut agir (charges plus ou moins maîtrisables). On constate que jusqu'en 2024 la Municipalité ne pouvait « influencer » que sur 36 à 48% de ces charges de fonctionnement avec effet sur ses liquidités. Avec le changement de la méthode de comptabilisation de la péréquation, cette part est de 56.36% dans son budget 2025.

Nous constatons également que les dépenses dans les charges « non maîtrisables » constituées des dépenses cantonales, des charges d'autres Communes et associations de Communes représentent 43.64% dans le budget 2025.

Il convient donc, dans l'année à venir, avant de proposer une augmentation du taux d'imposition, d'essayer d'agir sur les 56.36% de charges maîtrisables, tout en s'efforçant de remplir les obligations de service public même s'il n'y a pas beaucoup de marge de manœuvre.

## 8 Proposition municipale

L'année 2026 est une année transitoire pour une nouvelle législature, même si les enjeux financiers actuels (croissance des charges de fonctionnement, la mise en œuvre du plan des investissements, les très nombreux projets d'investissement à venir, la situation de la dette, la dégradation des ratios de financement et d'endettement) peuvent nécessiter un ajustement à la hausse du taux d'imposition, la Municipalité actuelle estime qu'il est préférable que cette décision soit prise lors de la prochaine législature (2026-2031).

Dès lors, nous vous proposons d'arrêter le taux d'imposition communal à **64.5%** de l'impôt cantonal de base pour les impôts cités aux points 1 à 3 de l'Arrêté d'imposition annexé à ce préavis **pour une durée d'une année (2026)**.

## 9 Arrêté communal d'imposition

En annexe, vous trouverez un projet conforme aux dispositions ci-dessus.

## 10 Conclusion

En conséquence et au vu de ce qui précède, la Municipalité demande au Conseil communal de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

### LE CONSEIL COMMUNAL D'ÉPALINGES

- vu le préavis n° 17/2025 de la Municipalité du 21 juillet 2025 ;
- entendu le rapport de la Commission des finances chargée de l'étude de cette affaire,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

#### décide

1. d'adopter l'arrêté communal d'imposition à 64.5% pour l'année 2026, tel que présenté ;
2. de charger la Municipalité de le faire approuver par le Conseil d'État.

Au nom de la Municipalité

La Vice-syndique :



Chantal Good



La secrétaire municipale  
adjointe a.i. :



Carole Guérin

Annexe : projet d'arrêté communal d'imposition pour l'année 2026.

A retourner en 4 exemplaires daté et signé  
à la préfecture pour le.....

District de Lausanne  
Commune de Epalinges

## ARRETE D'IMPOSITION pour 2026 à 2026

Le Conseil général/communal de Epalinges.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LCom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

**arrête :**

**Article premier - Il sera perçu pendant 1 an(s), dès le 1er janvier 2026, les impôts suivants :**

**1 Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 64.5%

**2 Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 0%

**3 Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune :

par mille francs 1 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LCom) :

par mille francs 0.5 Fr.

**Sont exonérés :**

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).



#### 4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier :

0 Fr.

##### Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

#### 5 Droits de mutation, successions et donations

- a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat 50 cts
- b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)
  - en ligne directe ascendante : par franc perçu par l'Etat 50 cts
  - en ligne directe descendante : par franc perçu par l'Etat 50 cts
  - en ligne collatérale : par franc perçu par l'Etat 100 cts
  - entre non parents : par franc perçu par l'Etat 100 cts

#### 6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'Etat 50 cts

#### 7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)

Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune.

pour-cent du loyer 0%

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcatons pour charges de famille suivantes :

#### 8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes :

0 cts

Notamment pour :

- a) les concerts, conférences, expositions, représentations théâtrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
- b) les manifestations sportives avec spectateurs;
- c) les bals, kermesses, dancings;
- d) les jeux à l'exclusion des sports.

##### Exceptions :

#### 9 Impôt sur les chiens

par chien 80 Fr.

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

##### Exonérations :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.

(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

|                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Choix du système de perception</b>                                  | <b>Article 2.</b> - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).                                                                                                                                                 |
| <b>Échéances</b>                                                       | <b>Article 3.</b> - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Paiement - intérêts de retard</b>                                   | <b>Article 4.</b> - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à - % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).                                                                     |
| <b>Remises d'impôts</b>                                                | <b>Article 5.</b> - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.                                                                                                            |
| <b>Infractions</b>                                                     | <b>Article 6.</b> - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.                                                                                                                                                                       |
| <b>Soustractions d'impôts</b>                                          | <b>Article 7.</b> - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 2 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.<br>Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.                                                                |
| <b>Commission communale de recours</b>                                 | <b>Article 8.</b> - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).                                                           |
| <b>Recours au Tribunal cantonal</b>                                    | <b>Article 9.</b> - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Paiement des impôts sur les successions et donations par dation</b> | <b>Article 10.</b> - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005. |

**Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du**

**Le-La président-e :**

**le sceau :**

**Le-La secrétaire :**